

# Rébellions en Action : Le LURD au Libéria et le MPCl en Côte d'Ivoire (1999-2011)

**Marc, ATTOH**

Attaché de Recherche, Centre de Recherche pour le Développement (CRD)  
Université Alassane Ouattara (UAO)-Bouaké-Côte d'Ivoire,  
marcatttoh22@gmail.com

## Résumé

*Le présent article analyse de façon comparée les trajectoires du Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD) au Libéria et du Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) entre 1999 et 2011. Ces deux rébellions illustrent les mutations des guerres civiles en Afrique de l'Ouest. Elles se sont inscrites dans un contexte de faillite de l'État, de crise identitaire et de compétition économique exacerbée. Dans ce contexte, l'enjeu ne réside plus seulement dans la conquête du pouvoir, mais également dans le contrôle des réseaux économiques et des ressources. Né en 1999, le LURD relance la guerre civile libérienne contre le gouvernement de Charles Taylor, tandis que le MPCI déclenche en 2002 une insurrection armée contre le pouvoir de Laurent Gbagbo. Au-delà de leurs spécificités nationales, ces mouvements s'inscrivent dans un espace régional interconnecté. Cet espace est caractérisé par des frontières poreuses dans lesquelles circulent des combattants, des armes et des savoir-faire militaires. Ce qui forme un « arc de crises » reliant la Sierra Leone, le Libéria et la Côte d'Ivoire. L'exercice est fondé sur une approche historico-comparative. Il mobilise des sources primaires telles que des rapports onusiens, d'ONG, et de communiqués, mais également des travaux académiques en histoire, en science politique et en anthropologie. Les résultats mettent en lumière les facteurs d'émergence et les logiques de fonctionnement de ces rébellions en tant qu'acteurs politico-économiques avant de présenter leurs effets sur les sociétés et les États ouest-africains.*

*Mots-clés : LURD, MPCI, rébellions, guerres civiles, Afrique de l'Ouest.*

## Abstract

*This article offers a comparative analysis of the trajectories of Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD) in Liberia and the Patriotic Movement of Côte d'Ivoire (MPCI) between 1999 and 2011. These two rebellions illustrate the transformations of civil wars in West Africa. They emerged in a context marked by state collapse, identity-based crises and intensified economic competition. In this context, the main stake lies not only in the conquest of state power, but also in the control of economic networks and resources. Created in 1999, LURD reignited the Liberian civil war against the government of Charles Taylor, while the MPCI*

*launched an armed insurrection in 2002 against the regime of Laurent Gbagbo. Beyond their national specificities, these movements operated within an interconnected regional space. This space is characterised by porous borders across which fighters, weapons and military know-how circulate, forming an “arc of crises” linking Sierra Leone, Liberia and Côte d’Ivoire. The analysis is based on a historical-comparative approach. It draws on primary sources such as United Nations and NGO reports and communiqués, as well as academic work in history, political science and anthropology. The findings highlight the factors underlying the emergence and the operating logics of these rebellions as politico-economic actors, before examining their effects on West African societies and states.*

*Keywords: LURD, MPCl, rebellions, civil wars, West Africa.*

## Introduction

Les guerres civiles en Afrique de l’Ouest se caractérisent par la prolifération de groupes armés non étatiques, notamment les rébellions depuis la fin de la guerre froide. Plusieurs facteurs expliquent l’émergence de celles-ci, entre autres la faillite de l’État, la crise identitaire et la compétition économique exacerbée. Les rébellions deviennent donc des acteurs hétérogènes qui sont à la fois politiques et économiques, incarnant ainsi les fragilités structurelles des États postcoloniaux. (Reno 1998). Dans cette perspective, les guerres civiles africaines contemporaines ne visent pas toujours la conquête du pouvoir politique. Elles traduisent aussi une lutte pour le contrôle des réseaux économiques et de la redistribution des ressources.

Au Libéria, le Liberians United for Reconciliation and Democracy (LURD) et en Côte d’Ivoire, le Mouvement Patriotique de Côte d’Ivoire (MPCI) s’alignent sur cette tendance. Malgré leurs origines et parcours nationaux différents, ces deux mouvements incarnent les dynamiques partagées de la violence organisée dans la sous-région ouest-africaine. Le LURD, né en 1999, engage la seconde guerre du Libéria contre le régime autoritaire de Charles Taylor (Reno, 2007). Le MPCI déclenche, quant à lui, en septembre 2002 la rébellion armée contre le pouvoir de Laurent Gbagbo, dans un contexte de tensions identitaires nourries par le concept d’« ivoirité » (Dozon, 2000).

Ces deux groupes rebelles ne se cantonnent pas à des problématiques purement nationales. Ils s'intègrent dans un cadre politique régional interconnecté où transitent des combattants, des armes et des idéologies. Les conflits ouest-africains forment un système régional complexe reliant la Sierra Leone, le Libéria et la Côte d'Ivoire (Bøås & Dunn, 2007). Ces pays partagent des frontières poreuses qui favorisent des alliances entre milices et des transferts d'expériences militaires. Plusieurs Libériens, anciens combattants de l'ULIMO et du LURD, ont d'ailleurs participé à la rébellion du MPC, révélant la dimension transnationale de ces crises (International Crisis Group, 2002).

La littérature scientifique sur les conflits en Afrique de l'ouest s'est considérablement développée depuis les années 1990. Deux approches principales dominent l'analyse des rébellions ouest-africaines. D'une part, l'approche économiste privilégie les facteurs matériels et les opportunités de prédation des ressources naturelles comme moteurs de la violence (Collier & Hoeffler, 2004). D'autre part, l'approche sociopolitique met l'accent sur les griefs collectifs, les exclusions identitaires et les revendications politiques (Bøås & Dunn, 2007).

Concernant le Libéria, les travaux de Reno (1998, 2007) ont mis en évidence la logique de « politique de seigneurs de guerre » (warlord politics) où les acteurs armés transforment la violence en entreprise économique. Pour la Côte d'Ivoire, les recherches de Dozon (2000) et de Banégas (2006) ont analysé la construction politique de l'exclusion à travers le concept d'ivoirité et ses conséquences sur la cohésion nationale. Toutefois, peu d'études adoptent une perspective comparative systématique entre ces deux cas, malgré leurs interconnexions manifestes.

Cette étude s'inscrit dans un cadre théorique combinant trois approches complémentaires. Tout d'abord, nous mobilisons « l'économie politique des conflits armés » développée par Collier et Hoeffler (2004). Elle considère les rébellions comme des acteurs rationnels poursuivant simultanément des objectifs politiques tels que la contestation du pouvoir et des objectifs économiques,

notamment l'accès aux ressources. Cette approche permet de dépasser l'opposition binaire entre analyses fondées sur la « cupidité » (« greed ») et celles fondées sur les « griefs » (« grievance »).

Par ailleurs, nous intégrons « la théorie des États faibles et du néopatrimonialisme » de Reno (1998) pour comprendre comment l'effondrement des structures étatiques crée des opportunités pour l'émergence de groupes armés non étatiques. Cette perspective éclaire les dynamiques internes de fragmentation du pouvoir au Libéria et en Côte d'Ivoire.

Enfin, nous utilisons le concept de « complexe régional de sécurité » pour analyser la dimension transnationale de ces mouvements (Bøås & Dunn, 2007). Cette approche reconnaît que les conflits ouest-africains ne peuvent être compris isolément, mais doivent être analysés comme des phénomènes interconnectés où circulent combattants, armes et stratégies militaires.

Cette combinaison théorique permet d'examiner comment des contextes nationaux spécifiques et des dynamiques régionales s'articulent dans la trajectoire du LURD et du MPCl.

Notre démarche méthodologique repose sur une analyse comparative qualitative articulant trois niveaux complémentaires. Premièrement, nous procédons à une analyse diachronique retraçant la trajectoire de chaque mouvement de sa genèse à sa transformation post-conflit. Cette approche historique permet de saisir les évolutions internes de ces organisations rebelles et leurs adaptations aux contraintes politico-militaires.

Deuxièmement, nous effectuons une comparaison synchronique entre LURD et MPCl selon quatre dimensions analytiques : (1) genèse et facteurs déclencheurs, (2) structures organisationnelles et modes de recrutement, (3) stratégies militaro-politiques et répertoires d'action, (4) impact sociopolitique sur les populations et les États.

Troisièmement, notre analyse s'appuie sur une triangulation méthodologique croisant sources primaires et secondaires. Les sources primaires comprennent des communiqués de presse des mouvements rebelles, des rapports du Conseil de sécurité de l'ONU et des groupes d'experts sur le Libéria et la Côte d'Ivoire, ainsi que des rapports d'organisations non gouvernementales (International Crisis Group, Human Rights Watch, Amnesty International). Les sources secondaires incluent des travaux d'historiens, de politologues et d'anthropologues spécialisés sur l'Afrique de l'Ouest. Cette triangulation permet de croiser des perspectives endogènes (discours des acteurs) et exogènes (observations externes) pour une compréhension plus nuancée des phénomènes étudiés.

Du point de vue temporel, l'étude englobe la période de 1999 à 2011. L'année 1999 correspond à la fondation du LURD et au déclenchement de la deuxième guerre civile libérienne. Celle de 2011 marque la chute du régime de Laurent Gbagbo sous la pression conjointe des Forces nouvelles (issues du MPCJ) et des forces onusiennes et françaises. Cette borne finale nous permet d'observer la transformation des rébellions en acteurs politico-militaires intégrés dans les mécanismes de transition post-conflit.

Dès lors, une interrogation fondamentale oriente notre réflexion :

Dans quelle mesure les rébellions du LURD au Libéria et du MPCJ en Côte d'Ivoire traduisent-elles des logiques régionales communes tout en conservant des singularités façonnées par leur environnement historique et politique propre ?

Pour y répondre, notre analyse s'articulera autour de trois grandes parties. La première indique les facteurs de naissance du LURD au Libéria et du MPCJ en Côte d'Ivoire. La deuxième section présente les structures et les modes de fonctionnement des deux mouvements rebelles. La troisième et dernière partie dégage les répercussions sociétales et politiques des actions armées sur les populations et les États de la sous-région.

## 1. Les facteurs de naissance de LURD au Libéria et du MPCl en Côte d'Ivoire

Les causes de la naissance du LURD au Libéria et du MPCl en Côte d'Ivoire sont multiples. Dans le cas de cette étude, elles peuvent se regrouper en trois catégories principales : les causes ethno-identitaires, les causes politico-militaires et les causes économiques. Ces dimensions traduisent à la fois des frustrations historiques, des stratégies de conquête du pouvoir et des logiques d'enrichissement liées à la guerre.

### *1.1. Les revendications ethno-identitaires*

Dans la formation du groupe rebelle ivoirien aussi bien que celle du Libéria, la question ethnique et identitaire a occupé une place de choix. Elle renvoie aux tensions entre les communautés dominantes et les communautés marginalisées, ainsi qu'entre l'identité nationale et l'appartenance régionale.

#### - La coalition Krahn-Mandingue au Libéria

Le LURD a vu le jour dans une atmosphère empreinte des antagonismes ethniques issus de la première guerre civile libérienne (1989-1997). Le mouvement repose essentiellement sur deux groupes ethniques, à savoir les Krahn et les Mandingue ou Malinké.

Les Mandingues sont majoritairement musulmans. Ils ont longtemps été perçus comme des étrangers au Libéria. Et ce, en raison de leurs origines transfrontalières. Selon Stephen Ellis (1999), « many Liberians have long believed the Mandingo to be foreigners from Guinea ». Cette stigmatisation a engendré un sentiment d'exclusion et un désir de revanche politique.

Sous le régime du général Samuel Doe (1980-1990) au Libéria, le pouvoir fut monopolisé par les Krahn, l'ethnie du président. Dans un souci de consolidation de son régime, Doe s'allia aux Mandingues. Il leur concéda des positions économiques et administratives. Cette

politique de favoritisme ethnique provoqua la colère d'autres groupes ethniques et amplifia les divisions internes (Ellis, 1999).

Ainsi, au moment de la deuxième guerre civile, le LURD apparaît comme une coalition d'opposants à Charles Taylor. Cette coalition rassemblait les groupes ethniques marginalisés par les accords de paix, issus majoritairement des ethnies krahn et mandingue (Florquin & Berman, 2005). On peut d'ailleurs considérer que la branche krahn du LURD descend de l'ULIMO-J, tandis que la branche mandingue émane de l'ULIMO-K. Ces deux factions sont issues de l'ancienne guérilla anti-Taylor des années 1990.

### **- La construction d'un discours identitaire nordiste en Côte d'Ivoire**

Les tensions identitaires qui opposaient depuis les années 1990 le Nord au Sud du pays sont l'un des facteurs de naissance de la rébellion du (MPCI) en Côte d'Ivoire. Le concept d'« ivoirité », introduit par le président Henri Konan Bédié, visait officiellement à affirmer l'identité nationale ivoirienne. Mais il a été perçu comme un instrument d'exclusion politique des populations du Nord et, en particulier, du leader Alassane Ouattara.

Bédié a publiquement remis en question la nationalité ivoirienne d'Alassane Ouattara en affirmant que son père était burkinabé, ce qui selon lui l'excluait de la succession présidentielle (Bédié, 1999). Cette mise en cause de la nationalité d'un acteur politique majeur a ravivé un profond sentiment d'injustice dans le Nord, entraînant la politisation de l'identité régionale.

Dès 1991, une Charte nordiste anonyme portant le titre « *Le Grand Nord en marche* » circule largement. Elle appelait à un « Grand Nord uni, fort, crédible, partenaire à part entière et arbitre des situations futures » (Document historique II, 2005). Ce texte mettait en avant le sous-développement du Nord. Il dénonçait l'exclusion des populations septentrionales du pouvoir politique et économique.

Une seconde version de la charte, publiée en 2002, en pleine crise de l'« ivoirité », affirmait que les Nordistes étaient les premiers à avoir foulé la terre d'Éburnie dès le XIII<sup>e</sup> siècle et que la Côte d'Ivoire leur appartenait avant tout (Fraternité Matin, 2003). La diffusion de ces textes a contribué à renforcer la solidarité identitaire Nord-Dioula-Ouattara, posant ainsi les bases d'une mobilisation politique régionaliste que le Rassemblement des Républicains (RDR) puis le MPCCI sauront exploiter. Cette charte marquait le début d'une mobilisation politique sur des bases essentiellement régionalistes et ethniques (Document historique II, 2005), transformant le sentiment d'exclusion en un levier pour accéder au pouvoir.

Parallèlement, les Dozos, chasseurs traditionnels du Nord, se sont progressivement intégrés à la dynamique de défense communautaire. Ils ont joué un rôle paramilitaire important au sein du MPCCI, notamment au début du conflit (Banégas & Marshall-Fratani, 2003).

Dans les deux pays, les dynamiques identitaires jouent un rôle clé de mobilisation. Elles servent également de ressort majeur de légitimation. Au Libéria, le LURD est né d'une alliance d'ethnies marginalisées sous Taylor. Elle cherchait à reconquérir le pouvoir perdu après la chute de Samuel Doe. En Côte d'Ivoire, le MPCCI s'appuie sur le sentiment d'exclusion provoqué par la politique d'« ivoirité » pour fédérer les populations du Nord autour d'un projet politique et militaire.

Les deux mouvements traduisent donc une instrumentalisation de l'ethnicité à des fins politiques. Le LURD s'inscrit dans la continuité des rivalités interethniques de la guerre civile libérienne. Le MPCCI, quant à lui, érige l'identité régionale en discours de légitimation nationale.

### ***1.2. Les motivations politico-militaires***

En Côte d'Ivoire, les motivations politico-militaires du MPCCI s'inscrivaient dans un ensemble de revendications d'ordre politique, institutionnel et social. Ces revendications sont donc à la base de la naissance de la rébellion et ont précédé le déclenchement de la guerre



civile. Les rebelles contestaient avant tout la légitimité de la présidence de Laurent Gbagbo. Les rebelles contestaient avant tout la légitimité de la présidence de Laurent Gbagbo, élu dans des conditions jugées controversées et violentes. Guillaume Soro, alors secrétaire général du MPC I, a contesté la légitimité de Laurent Gbagbo en dénonçant les conditions violentes dans lesquelles ce dernier était arrivé au pouvoir (Le Jour, 2003).

Le MPC I revendiquait également l'abrogation de l'article 35 de la Constitution. Cet article, fixant les conditions d'éligibilité à la présidence, était perçu comme un instrument d'exclusion politique ayant exclu les candidats du PDCI et du RDR lors de l'élection présidentielle d'octobre 2000. Les rebelles demandaient la reprise des élections présidentielles et législatives dans un cadre transparent et ouvert à tous les candidats. Ils demandaient également l'arrêt de l'opération d'identification de la population, qui, selon eux, catégorisait les citoyens en « Ivoiriens de souche » et « Ivoiriens de seconde zone ». Parmi leurs revendications figuraient également la révision de la loi sur la nationalité ivoirienne afin de régulariser la situation des populations marginalisées. Enfin, le MPC I exigeait la réintégration des militaires déserteurs, qui constituaient en grande partie les rangs de la rébellion. (Dakouri Gadou, 2009).

Au Liberia, le LURD, créé à Freetown en février 2000, affichait un objectif politique plus restreint : la destitution de Charles Taylor. Ce dernier était accusé de corruption, de violations des droits de l'homme et de dérive dictatoriale (Moran, 2006). Toutefois, cette justification officielle dissimulait des motivations plus profondes. Comme indiqué auparavant, le LURD regroupait principalement des anciens combattants mandingue et krahn marginalisés après la victoire de Taylor en 1997. Pour eux, la rébellion représentait un moyen de revanche politique et de rééquilibrage du pouvoir (Hoffman, 2004). Le mouvement bénéficiait également d'un soutien logistique et politique de la Guinée de Lansana Conté, qui cherchait à contrer l'influence régionale de Taylor et à sécuriser ses propres frontières. (Attoh, 2020).

Dans les deux pays, la rébellion constituait un instrument de reconquête du pouvoir et servait de moyen de légitimation politique face à des régimes perçus comme exclusifs ou autoritaires. Le MPCCI articulait un programme politique structuré autour de revendications institutionnelles précises, tandis que le LURD se concentrait sur l'objectif unique de renverser Taylor, avec des motivations davantage liées à la revanche ethnique et politique.

### *1.3. Les motivations économiques*

Les rébellions armées en Afrique de l'Ouest se présentent souvent comme des mouvements de contestation politique ou de libération nationale. Cependant, leurs dynamiques internes révèlent que des motivations économiques profondes étaient à l'œuvre. La recherche d'enrichissement, le contrôle des ressources et la survie dans un contexte d'effondrement étatique ont largement structuré les stratégies du LURD au Libéria et du MPCCI en Côte d'Ivoire.

#### **- L'économie de guerre du LURD au Libéria**

Au Libéria, le LURD, actif entre 1999 et 2003, s'est inscrit dans la continuité des logiques économiques de guerre instaurées par le régime de Charles Taylor. Selon William Reno (1998), les guerres libériennes ont engendré un système dans lequel les chefs de guerre exploitaient les ressources naturelles, telles que le bois, l'or et les diamants, pour financer leurs milices. Ce mécanisme leur permettait également de renforcer leur pouvoir personnel.

Le LURD a ainsi contrôlé plusieurs zones minières et forestières. Dans plusieurs comtés, notamment dans le Lofa, le Bong et le Grand Cape Mount. Ses combattants ont instauré des régimes de taxation sur les produits de base et sur les échanges transfrontaliers avec la Guinée. Des réseaux de contrebande et des trafics régionaux, souvent tolérés, voire encouragés, par certains acteurs politiques et militaires de pays voisins ont accompagné cette exploitation économique.

Comme le souligne David Keen (2000), la guerre libérienne a fonctionné moins comme une rupture de l'ordre économique que

comme une recomposition d'intérêts où la violence était devenue un instrument rationnel de profit et de survie. Le LURD n'a pas dérogé à la règle. Ses dirigeants cherchaient autant à renverser Taylor qu'à accéder aux rentes économiques contrôlées par le pouvoir central.

#### - **L'économie rebelle structurée du MPCCI en Côte d'Ivoire**

La rébellion dirigée par Guillaume Soro, s'est initialement présentée comme un instrument de lutte politique contre la marginalisation du Nord en Côte d'Ivoire. Cependant, au fil du conflit, les logiques économiques sont progressivement devenues déterminantes pour assurer le maintien du mouvement. Les travaux de Collier (2000) et de Le Billon (2001) démontrent que les rébellions contemporaines ont souvent tendance à s'auto entretenir grâce à l'exploitation de ressources locales. Dans le cas ivoirien, le MPCCI a instauré un système de taxation sur les flux commerciaux, notamment du coton, de l'anacarde, le bétail des produits de transit en direction du Burkina Faso et du Mali. Ces prélèvements ont permis au mouvement d'assurer son autonomie financière vis-à-vis de la diaspora et de certains appuis étrangers.

En outre, le contrôle des axes routiers stratégiques entre la ville de Bouaké, celle de Korhogo et les frontières septentrionales a facilité la mise en place d'une économie rebelle parallèle. Cette situation illustre bien ce que Bayart (1999) désigne comme la « politique du ventre ». Ce qui révèle que le pouvoir politique et l'accumulation économique sont étroitement liés.

#### - **Convergences régionales**

Les cas du LURD et du MPCCI mettent en lumière une convergence régionale des facteurs économiques. Dans les deux contextes, la guerre a favorisé un espace d'opportunités où les chefs rebelles ont pu donc transformer la violence en capital politique et matériel. Les trafics transfrontaliers de ressources telles que l'or, le cacao, les armes et le bétail entre le Libéria, la Guinée, la Sierra Leone et la Côte

d'Ivoire ont consolidé des réseaux d'intérêts partagés, le plus souvent au détriment des populations civiles.

Ces économies de guerre ont aussi été alimentées par la faiblesse des États et par la porosité des frontières, ce qui a facilité la circulation des combattants, des armes et des marchandises. Comme le note Richards (2005), les rébellions ouest-africaines doivent être comprises comme des économies sociales du conflit dans lesquelles la survie individuelle et la recherche d'opportunités priment sur les objectifs idéologiques initiaux.

Au total, les facteurs économiques des rébellions du LURD et du MPCI traduisent la complexité des conflits en Afrique de l'ouest. Ces conflits ne sont ni purement d'ordre politique ni exclusivement d'ordre criminel. Ils relèvent cependant d'une hybridation entre pouvoir, rente et survie, caractéristique des États en crise dans cette région.

Après avoir examiné les facteurs d'émergence du LURD et du MPCI, il convient maintenant d'analyser comment ces mouvements se sont organisés pour transformer leurs revendications en action militaire et politique effective. Cette analyse de leurs structures révèle des différences significatives dans leurs modes de fonctionnement, bien que les deux mouvements partagent certaines caractéristiques communes des rébellions ouest-africaines.

## **2. Structures et fonctionnement des deux mouvements rebelles**

L'efficacité d'un mouvement rebelle dépend largement de sa capacité à s'organiser sur les plans politique, militaire et économique. Dans les cas du LURD et du MPCI, les structures mises en place reflètent à la fois leurs ressources, leurs soutiens extérieurs et leurs objectifs stratégiques.

### ***2.1. L'organisation politico-idéologique***

Les structures politico-idéologiques des deux rébellions traduisent à la fois des héritages nationaux et des influences régionales.

### - Le LURD : entre coalition hétérogène et lutte de libération

Les combattants LURD ont ouvert le feu en 1999 dans le contexte d'un profond rejet du régime autoritaire et prédateur de Charles Taylor. Le LURD s'est présenté comme un mouvement de « libération nationale » visant à rétablir la démocratie. Cependant, selon Adebajo (2002) et Reno (2002), il réunissait en réalité une coalition d'anciens seigneurs de guerre, de militaires exilés et de politiciens frustrés. La rébellion était dirigée par Sekou Damate Conneh, un ancien fonctionnaire des douanes soutenu par la Guinée de Lansana Conté. Ce dernier voyait dans la rébellion un moyen de neutraliser la menace que représentait Taylor pour la sécurité régionale et surtout pour la sécurité de la Guinée.

Sur le plan idéologique, le LURD n'a jamais élaboré un programme politique cohérent. Son discours reposait sur des thèmes génériques tels que la réconciliation nationale, le rétablissement de la démocratie et la défense des droits de l'homme. Cependant, comme le note Sawyer (2004), la rébellion souffrait d'un manque de vision politique structurée et d'un leadership fragmenté. Ses dirigeants étaient plutôt préoccupés par la conquête militaire du pouvoir que par un projet de reconstruction nationale.

L'une des faiblesses de la rébellion résidait également dans la centralisation du commandement militaire autour de Conneh et la rivalité entre les chefs de terrain. Les commandants militaires du comté de Lofa et de Bong étaient difficilement contrôlables par les leaders de la rébellion. Ce qui a renforcé le caractère clientéliste et factionnel du mouvement, typique des rébellions post-guerres civiles en Afrique de l'Ouest.

### - Le MPC I : une organisation plus disciplinée et politisée

Le MPC I, quant à lui, s'inscrit dans un contexte politique marqué par l'exclusion et la crise de la citoyenneté. Comme le souligne Marshall-Fratani (2006), ses fondateurs, majoritairement issus des forces

armées ivoiriennes et originaires du Nord, entendaient mettre fin à la marginalisation de cette partie du pays et rétablir une certaine équité politique.

Ce mouvement est dirigé par Guillaume Soro, ancien secrétaire général de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI). Cette rébellion a affiché dès le départ une organisation politique structurée. Elle est articulée autour d'un Secrétariat général et d'un État-major militaire. Cette double structure visait à maintenir une cohésion entre l'aile politique qui était chargée de la communication, des relations diplomatiques et des négociations et l'aile militaire qui était responsable des opérations sur le terrain.

L'idéologie du MPCCI reposait sur trois piliers, notamment la lutte contre l'exclusion politique incarnée par le refus de la politique d'« ivoirité », la démocratisation du système politique ivoirien et enfin l'appel à l'unité et la réconciliation nationale.

Cependant, ces objectifs ont progressivement cédé la place à une logique de pouvoir. La direction politique du mouvement a alors privilégié ses intérêts stratégiques plutôt que les revendications de départ. Elle a cherché à s'imposer comme un acteur incontournable de la transition politique en cours. (FOFANA, 2011). Au même moment, le MPCCI a renforcé son contrôle territorial dans la partie nord du pays. Ce qui a renforcé sa position dans l'équilibre des forces à l'échelle nationale.

Le MPCCI a ainsi mis en place une administration parallèle. Il cherchait à donner une légitimité institutionnelle à sa domination avec la nomination des préfets, la mise en place des services de police, de douane et d'éducation. Cette structuration la distingue du LURD. La gestion des territoires libériens du LURD demeurait plus informelle et fragmentée.

#### - **Idéologies proclamées et réalités pratiques**

Les deux mouvements partagent un écart marqué entre leurs objectifs

proclamés et leurs pratiques effectives malgré leurs discours de légitimation. Le LURD, selon Keen ( 2005), tout en invoquant la démocratie et la réconciliation, s'est souvent livré à des exactions contre les civils et à des trafics économiques qui ont miné sa crédibilité politique.

Le MPCl, de son côté, a su mieux contrôler sa communication et apparaître comme un interlocuteur politique légitime aux yeux de la communauté internationale. Ses représentants lors des Accords de Marcoussis (2003) se sont illustrés de la meilleure des manières. Toutefois, le mouvement rebelle n'a pas échappé aux logiques de prédation et de militarisation du pouvoir (Banégas, 2007).

Il convient donc de noter que le LURD illustre le symbole du mouvement rebelle fragmenté et axé sur le clientélisme. Le MPCl représente une rébellion plus institutionnalisée et politique, mais tout aussi traversée par des ambitions de pouvoir. Les deux exemples illustrent que la dimension idéologique, fréquemment mise en avant pour légitimer la lutte armée, ne sert en réalité que de paravent. Elle dissimule des préoccupations d'ordre stratégique, économique et personnel.

## ***2.2. La structuration militaire et territoriale***

L'efficacité d'un mouvement rebelle dépend largement de sa capacité à s'organiser militairement et à contrôler durablement un territoire. Dans les cas du LURD et du MPCl, la structuration militaire et territoriale a reflété à la fois leurs ressources, leurs soutiens extérieurs et leurs objectifs politiques. Si les deux mouvements ont réussi à instaurer un contrôle de fait sur des espaces significatifs, leurs modes d'organisation et de commandement révèlent des différences notables.

### **- Le LURD : une organisation militaire fragmentée mais offensive**

Le LURD a mené ses attaques à partir de bases arrière situées en Guinée forestière. Ces combattants opéraient autour des villes comme Nzérékoré avec le soutien tacite du régime de Lansana Conté. Dès ses

premières offensives en 1999, le mouvement s'est implanté dans le comté de Lofa. Il a par la suite étendu ses opérations vers les comtés de Bong et de Bomi jusqu'aux abords de Monrovia en 2003.

La structure militaire du LURD reposait sur un commandement semi-centralisé selon les travaux de Reno (2002) et International Crisis Group (2003). Sekou Damate Conneh exerçait un rôle politique et diplomatique, tandis qu'un État-major composé de commandants de terrain assurait la direction militaire effective du groupe. La rébellion était également composée d'unités combattantes qui sont souvent composées d'anciens miliciens de l'ULIMO ou de jeunes recrues sans formation. Elles étaient organisées en brigades régionales autonomes et opéraient de manière relativement indépendante. Ce qui rendait le commandement du groupe ambigu.

Cette absence de hiérarchie rigide rendait le LURD à la fois instable et flexible. Cette structuration favorisait une grande mobilité tactique et des offensives rapides, mais alimentait aussi de vives rivalités entre commandants. Cela a contribué à faire du pillage un mode de rémunération quasi systématique.

Pour se financer, le mouvement exploitait et taxait les ressources locales telles que le bois, l'or et le diamant. Ces combattants contrôlaient les axes frontaliers stratégiques reliant les pays voisins, notamment la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria. Les travaux d'Ellis (1999) montrent que cette stratégie a permis au LURD de consolider des zones d'influence. Cependant, il n'était jamais parvenu à imposer un contrôle administratif durable. Les territoires occupés fonctionnaient selon un modèle de gouvernance militarisée où les chefs rebelles locaux exerçaient à la fois des fonctions de sécurité, de justice et de prélèvement économique.

**- Le MPCJ : une armée rebelle disciplinée et une administration territoriale organisée**

À l'inverse du LURD, les leaders du MPCJ ont dès le départ cherché à établir une organisation militaire cohérente et territorialisée. Le



mouvement a structuré son commandement autour d'un État-major central dès la prise de Bouaké en septembre 2002. Il était dirigé par le Commandant Wattao (Issiaka Ouattara) et le Commandant Chérif Ousmane, sous la supervision politique de Guillaume Soro.

Cette structuration a permis au MPCCI de se distinguer des rébellions typiques de la sous-région, selon Richard Banégas (2006). Le mouvement disposait d'une ligne hiérarchique claire. Elle était divisée entre zones de défense dans les villes de Korhogo, de Bouaké, de Katiola et de Boundiali. Ces zones étaient commandées par des officiers désignés. Chaque zone comprenait des bataillons ou compagnies mobiles chargés du maintien de l'ordre et de la défense des zones occupées par le mouvement. Les opérations militaires et les négociations politiques étaient coordonnées par le commandement central, basé à Bouaké. À partir de cette ville, le commandement assurait un lien constant entre le front et la direction politique.

Le MPCCI s'est également illustré par la mise en place d'une administration civile parallèle dans les zones sous son contrôle. Dès 2003, il avait instauré des structures de gestion territoriale. Elles étaient composées de préfets, de douaniers, d'enseignants et de juges. Cette administration visait à consolider la légitimité politique du mouvement et montrait sa capacité à gérer le Nord du pays. Cette structure était contraire à celle de LURD dont le contrôle demeurait essentiellement militaire.

Cette organisation a permis au MPCCI de s'imposer comme interlocuteur politique légitime lors des Accords de Marcoussis (janvier 2003). Elle a également permis de fusionner avec le Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP) pour former les Forces Nouvelles de Côte d'Ivoire (FNCI). Ce processus de centralisation a mué la rébellion en un véritable acteur politico-militaire intégré.

#### - Comparaison et portée régionale

La confrontation des données entre le MPCCI et le LURD révèle deux

modèles de structuration militaire et territoriale. Le mouvement libérien était caractérisé par une organisation souple qui était fortement dépendante de la logique de guerre et des soutiens extérieurs. Le mouvement ivoirien, quant à lui, était plus centralisé et institutionnalisé. Il s'est efforcé de se présenter comme une alternative politique crédible.

Dans les deux cas, le contrôle territorial a joué un rôle fondamental. Il permettait de sécuriser les routes d'approvisionnement et de financer les opérations. Il a aussi permis d'asseoir la légitimité des chefs rebelles auprès des populations locales. Comme le souligne Richards (2005), la maîtrise du territoire constitue un capital politique et économique essentiel dans les guerres civiles ouest-africaines dans lequel l'État perd sa capacité de régulation.

Enfin, ces structures militaires traduisent la régionalisation des conflits. Les frontières poreuses entre la Guinée, le Libéria et la Côte d'Ivoire ont favorisé la circulation des combattants, des armes et des modèles d'organisation. Le LURD et le MPCCI s'inscrivent ainsi dans un même espace de violence transfrontalière dans lequel la guerre devient un instrument d'ordre autant que de désordre.

### ***2.3. Les sources de financement et les alliances régionales***

Pour comprendre les rébellions du LURD au Libéria et du MPCCI en Côte d'Ivoire, il est essentiel de considérer les mécanismes de financement qui ont assuré leur survie. Il est aussi nécessaire de prendre en compte les alliances régionales qui ont influencé leur émergence. Dans des contextes d'États fragiles et de frontières poreuses, des ressources multiples ont été mobilisées par les deux mouvements. Ces ressources sont d'ordre économique, diplomatique et militaire au sein de réseaux transfrontaliers qui dépassent largement leurs frontières nationales.

- **Le LURD : une économie rebelle appuyée sur les ressources naturelles et les soutiens extérieurs**

La Guinée a été d'un soutien stratégique et logistique au LURD dès sa

formation en 1999. Ce soutien était motivé par des considérations de sécurité et de rivalité régionale avec le régime de Charles Taylor. Comme le souligne International Crisis Group (2003), le président guinéen Lansana Conté voyait dans le LURD un instrument de contre-offensive régionale contre Taylor. Ce dernier est accusé de soutenir les rebelles du Revolutionary United Front (RUF) en Sierra Leone.

Sur le plan économique, le LURD a financé ses activités par divers moyens. En premier lieu, la taxation des activités économiques locales telles que l'exploitation du bois, l'extraction de l'or et des diamants dans les zones sous contrôle rebelle. En second lieu, un commerce informel transfrontalier a été établi avec la Guinée et la Sierra Leone, dans lequel des ressources naturelles étaient échangées contre des armes et des vivres. En plus de ces activités, on peut inclure le pillage systématique des populations civiles qui servait à entretenir les combattants dans un contexte d'économie de guerre.

Selon Reno (2002), ce modèle correspond à une « économie politique de la guerre ». Dans cette économie, les chefs rebelles substituaient aux institutions publiques des réseaux de contrôle économique informels. Le LURD a aussi reçu, de manière indirecte, un soutien logistique international. Il s'agit de services de renseignement et de transport en provenance de la Guinée et de certains acteurs privés intéressés par l'accès aux ressources minières libériennes. Cette conjonction de trafics, de soutiens frontaliers et de ressources naturelles a donné au LURD une autonomie financière relative. Mais au prix d'une militarisation extrême de l'économie locale et d'une fragmentation interne du mouvement.

**- Le MPC I : entre financements endogènes et appuis politiques régionaux**

En Côte d'Ivoire, le MPC I a mis en place, dès 2002, une stratégie de financement plus diversifiée et institutionnalisée que celle du LURD. Selon Banégas (2006), le mouvement a rapidement développé une économie rebelle organisée dans les zones du Nord qu'il contrôlait. Cette économie reposait sur plusieurs types de ressources. D'abord, la

taxation systématique des flux commerciaux, notamment le transport routier, le bétail, le coton et la noix de cajou. À cela s'ajoutaient les droits de douane prélevés sur les produits importés via les frontières avec le Burkina Faso et le Mali. Enfin, la rébellion a instauré un système de collecte de recettes publiques, notamment de douanes, d'impôts et de licences commerciales, qui était administré par un embryon d'administration parallèle. Ces revenus ont permis de financer les salaires des combattants. Ils ont aussi permis de fournir la logistique militaire et de consolider le contrôle territorial du mouvement.

En outre, le MPCFI a bénéficié de soutiens matériels et surtout politiques du Burkina Faso. Blaise Compaoré voyait dans la rébellion ivoirienne un moyen de protéger et défendre les intérêts économiques et sécuritaires de son pays. Il entendait par là aussi élargir son influence régionale. Certains auteurs, comme Gberie (2004), soulignent également la présence de réseaux de solidarité transfrontaliers entre populations nord-ivoiriennes et burkinabè. Ce qui a facilité le recrutement et l'approvisionnement du groupe rebelle. La rébellion a également bénéficié du soutien financier de la diaspora ivoirienne par le biais des contributions volontaires, des collectes et des transferts informels. Ce qui a renforcé sa légitimité auprès des populations du Nord.

#### **- Les alliances régionales : un système de dépendance mutuelle**

Les deux mouvements se sont intégrés dans un réseau complexe d'alliances régionales entrelacées. Chaque acteur, qu'il soit étatique ou non étatique, poursuivait ses propres objectifs stratégiques. Dès lors, la Guinée a soutenu le LURD pour contrecarrer Taylor, au moment où ce dernier soutenait les rebelles ivoiriens du MPIGO et du MJP dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Quant au Burkina Faso, il a soutenu le MPCFI, non seulement pour des motifs politiques, mais aussi pour protéger ses ressortissants résidant dans le Nord ivoirien et sécuriser ses circuits commerciaux. La Sierra Leone était affaiblie par

sa propre guerre civile. Elle faisait office de corridor pour le trafic d'armes et de soldats entre les différents fronts (Keen, 2005).

Cet enchevêtrement des conflits a transformé la sous-région ouest-africaine en un véritable espace de guerre régionalisée. Les rébellions s'y nourrissaient mutuellement, selon des logiques d'intérêts partagés ou de revanche. Comme l'analyse Richards (2005), ces alliances traduisent une interdépendance stratégique entre États fragiles et acteurs armés. La guerre devient par conséquent un mode de régulation politique et économique à l'échelle régionale.

### - Convergences et limites

Malgré leurs différences de moyens, le LURD et le MPCCI partagent une caractéristique commune, c'est-à-dire leur dépendance à des sources de financement extraterritoriales. Cette dépendance a eu deux effets majeurs. Elle a renforcé leur autonomie vis-à-vis des populations locales. Mais elle a également consacré leur vulnérabilité face aux changements géopolitiques comme la cessation de l'appui guinéen ou burkinabè. Elle a enfin contribué à la criminalisation partielle des économies locales dans lesquelles les circuits de guerre se sont substitués aux circuits civils.

Ainsi, les deux mouvements illustrent ce que Le Billon (2001) appelle la « political ecology of war ». Autrement dit, les alliances politiques se sont transformées en instruments de pouvoir dans les zones de conflit.

L'analyse des structures, des modes de fonctionnement et des sources de financement du LURD et du MPCCI révèle deux modèles distincts d'organisation rebelle. Si l'une était fragmentée et opportuniste, l'autre était centralisée et institutionnalisée. Il convient maintenant d'examiner les conséquences concrètes de ces actions armées sur les populations, les États et la dynamique régionale.

### 3. Les conséquences des actions du LURD et du MPC

Les actions du LURD au Libéria et du MPC en Côte d'Ivoire ont profondément transformé les structures politiques, économiques et sociales de leurs pays respectifs. Cette partie examine les impacts politiques, socio-économiques et sécuritaires de ces rébellions et souligne à la fois les convergences régionales et les singularités nationales.

#### 3.1. Les impacts politiques

En Côte d'Ivoire et au Libéria, l'autorité gouvernementale a été considérablement affaiblie dans les régions sous contrôle des rebelles. Toutefois, cette dynamique s'est déroulée selon des modalités distinctes.

##### - L'affaiblissement de l'État libérien

Au Libéria, le gouvernement de Charles Taylor a été affaibli par la rébellion qui avait pris le contrôle du Nord et de l'Ouest du pays. Le mouvement rebelle a imposé ses propres leaders militaires comme acteurs politiques incontournables. Selon les travaux de Ellis (2003), le LURD fonctionnait davantage comme une coalition de chefs de guerre personnels. En d'autres termes, l'idéologie était secondaire face aux enjeux de pouvoir.

À son apogée en 2003, le LURD contrôlait environ 60 % du territoire libérien et avait encerclé Monrovia, forçant Taylor à l'exil en août 2003 (International Crisis Group, 2003). Cette victoire militaire n'a cependant pas débouché sur une reconstruction politique immédiate. Le LURD, fragmenté en factions rivales, n'a pas su se transformer en parti politique cohérent. La transition post-conflit a été largement gérée par la communauté internationale à travers la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), instituée en septembre 2003.

L'héritage politique du LURD demeure ambigu. Si le mouvement a contribué à la chute d'un régime autoritaire, il a également perpétué une culture de violence et de prédation qui a compliqué la reconstruction étatique.

### - La reconfiguration du pouvoir ivoirien

En Côte d'Ivoire, le MPCCI a pris le contrôle du Nord et du centre du pays. La rébellion revendiquait un rôle politique légitime pour représenter les populations marginalisées. Le mouvement a été reconnu lors des accords de Marcoussis en 2003 comme un acteur politique légal (Banégas, 2006). Contrairement au LURD, Le MPCCI a cherché à combiner action militaire et légitimation politique.

La partition de facto du pays entre le Sud contrôlé par le gouvernement Gbagbo et le Nord contrôlé par les Forces Nouvelles (issues du MPCCI) a duré de 2002 à 2011. Durant cette période, le MPCCI a établi une administration parallèle fonctionnelle. Il prélevait des taxes en assurant des services publics minimaux et se présentant comme un gouvernement alternatif. Cette stratégie a porté ses fruits. En 2007, Guillaume Soro est devenu Premier ministre dans un gouvernement d'union nationale, marquant l'intégration institutionnelle de la rébellion.

La crise post-électorale de 2010-2011 a parachevé la transformation du MPCCI en force politique dominante. La victoire militaire des Forces Nouvelles, appuyées par les forces françaises et onusiennes, a permis l'accession d'Alassane Ouattara à la présidence et l'intégration progressive des ex-rebelles dans l'armée régulière ivoirienne.

Comparativement, le MPCCI a réussi une transition politique que le LURD n'a jamais accomplie. Alors que le LURD s'est désintégré après la chute de Taylor, le MPCCI s'est transformé en acteur politique institutionnalisé en contrôlant des ministères clés et influençant durablement la gouvernance ivoirienne. Cette différence s'explique par plusieurs facteurs. La structuration politique supérieure du MPCCI, sa capacité à administrer des territoires, et surtout sa participation aux

négociations internationales qui lui ont conféré une légitimité politique que le LURD n'a jamais obtenue.

### ***3.2. Les impacts socio-économiques***

Les deux mouvements ont fortement perturbé l'économie de leurs régions respectives, mais selon des modalités différentes.

#### **- La destruction économique au Libéria**

Au Libéria, le contrôle des ressources naturelles telles que le diamant et le bois par le LURD a alimenté l'économie de guerre. Les pillages systématiques ont provoqué un effondrement des circuits commerciaux locaux. Ce qui a entraîné un exode massif de Libériens vers la Guinée et la Sierra Leone (International Crisis Group, 2003).

Les infrastructures économiques ont été largement détruites. Des routes ont été coupées, des ponts détruits, et des marchés pillés. Le secteur forestier, principale source de revenus du pays, a été exploité de manière prédatrice par le LURD et les forces de Taylor, sans aucune considération pour la durabilité. Cette destruction économique a contribué à faire du Libéria l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un PIB par habitant tombé à environ 130 dollars en 2003.

#### **- Le système économique parallèle en Côte d'Ivoire**

Le MPCCI de son côté a perturbé la production agricole du cacao, du coton et du vivrier dans les zones sous son contrôle. Mais, il a aussi instauré une taxation organisée dans les zones qui a assuré le financement du mouvement tout en maintenant un minimum d'activité économique (Speight, 2015)

La rébellion a établi des postes de contrôle sur les principaux axes routiers. Elle prélevait des taxes sur les camions transportant des marchandises vers le Burkina Faso et le Mali (Banégas & Losch, 2002). Le secteur du coton, concentré dans le Nord, a continué à fonctionner sous supervision rebelle. La division du pays a consacré



le contrôle de l'État sur l'essentiel des ressources (café, cacao, pétrole, gaz, bois), tandis que la rébellion disposait du contrôle sur le coton et le diamant (Hugon, 2003). De même, la production d'anacarde a été taxée par le MPCCI en générant des revenus substantiels pour le mouvement. Les anciens rebelles ont étendu leurs activités prédatrices par le biais de la contrebande de cacao, de coton et de noix de cajou. À cela s'ajoutait, le contrôle des mines d'or et la perception de taxes illégales sur le commerce et le transport (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013). Les revenus annuels du trafic de diamant sous contrôle rebelle ont été estimés à environ 25 millions de dollars (Afrik.com, 2013).

Selon l'UNHCR, (2004), environ 700 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays durant le conflit ivoirien, et près de 400 000 ont fui vers les pays voisins, notamment le Burkina Faso, le Ghana et le Mali. Ces déplacements ont désorganisé la production agricole et perturbé les circuits commerciaux traditionnels.

Au regard de ce qui précède, il importe de noter que le LURD a détruit l'économie locale par pillage et exactions. Le mouvement rebelle ivoirien, quant à lui, a imposé un contrôle structuré de l'économie en alliant exploitation des ressources et maintien d'une administration minimale. Cette différence reflète les capacités organisationnelles distinctes des deux mouvements : là où le LURD opérait selon une logique de prédation immédiate, le MPCCI a développé une vision de contrôle territorial à plus long terme.

### ***3.3. Les impacts sécuritaires et humains***

Sur le plan sécuritaire, les deux rébellions ont provoqué des violences contre les civils, mais de manière différenciée.

#### **- Violence diffuse et violations massives au Libéria**

Le LURD a été responsable de nombreuses violations des droits de l'homme, documenté par plusieurs organisations internationales. Human Rights Watch (2003) a recensé des exécutions ciblées, des

viols systématiques, l'enrôlement forcé d'enfants-soldats et la propagation de l'insécurité au-delà des frontières libériennes.

Le recours aux enfants-soldats a revêtu une ampleur considérable. D'après les estimations de l'UNICEF, entre 15 000 et 20 000 mineurs ont été mobilisés comme combattants au cours de la deuxième guerre civile libérienne. Une part non négligeable d'entre eux se retrouvant dans les rangs du LURD (Amnesty International, 2004 ; Human Rights Watch, 2004). Leur recrutement se faisait le plus souvent par enlèvements dans les villages, suivi d'un conditionnement marqué par l'usage de drogues et la contrainte à commettre des exactions, afin de les arrimer psychologiquement au groupe armé (Human Rights Watch, 2004 ; Utas, 2003).

Parallèlement, les opérations du LURD ont visé de manière délibérée les infrastructures civiles telles que les hôpitaux, les établissements scolaires et les marchés. Elles ont fait l'objet de pillages systématiques et de destructions. Le siège de Monrovia en 2003 s'est révélé particulièrement meurtrier, provoquant la mort de milliers de civils et plongeant la capitale dans une crise humanitaire aiguë (Human Rights Watch, 2003, 2004).

#### - Contrôle sécuritaire hiérarchisé en Côte d'Ivoire

Le MPCCI a également commis des exactions contre les civils, notamment durant les premiers mois de la rébellion. Des massacres ciblés contre des populations perçues comme proches du régime Gbagbo ont été documentés, ainsi que des pillages et des violences sexuelles. Cependant, le mouvement a progressivement instauré un contrôle plus strict du territoire, assurant la sécurité de certains axes stratégiques pour maintenir son administration locale (Banégas, 2006).

Les Forces Nouvelles ont mis en place des structures de maintien de l'ordre, y compris des tribunaux rebelles pour juger les crimes commis dans leurs zones. Bien que ces structures aient manqué d'indépendance

et de moyens, elles ont contribué à réduire l'anarchie sécuritaire observée ailleurs en Afrique de l'Ouest.

Au total, le LURD a généré un chaos transfrontalier et diffus, caractérisé par des violations massives des droits de l'homme sans contrôle centralisé. Le MPCCI a développé une sécurité hiérarchisée, combinant intimidation et gestion administrative des zones sous contrôle. Cette différence reflète encore une fois les capacités organisationnelles supérieures du MPCCI et sa volonté de se présenter comme un acteur étatique légitime plutôt que comme un simple groupe armé prédateur.

### **Conclusion**

L'analyse comparative du LURD au Libéria et du MPCCI en Côte d'Ivoire met en évidence la complexité des mouvements rebelles en Afrique de l'Ouest entre 1999 et 2011. Ces groupes ne peuvent être appréhendés à partir des seuls registres politique ou idéologique. Leur émergence et leur évolution résultent de l'articulation de logiques militaires, sécuritaires, identitaires, politiques et économiques.

Le LURD libérien, marqué par une structure opportuniste et fragmentée, illustre la manière dont une rébellion peut s'enraciner dans des rivalités ethniques locales et des économies de prédation. En mobilisant les ressentiments des ethnies Krahn et mandingue marginalisées sous le régime de Charles Taylor et en exploitant les ressources extractives des comtés du Nord, le mouvement parvient à consolider progressivement son influence militaire. Toutefois, son incapacité à élaborer un programme politique cohérent et à instaurer une administration territoriale durable limite sa transformation en acteur politique légitime. Après la chute de Taylor en 2003, le LURD se désintègre rapidement sans laisser de structure institutionnelle viable.

À l'inverse, le MPCCI ivoirien, plus institutionnalisé et doté d'un appareil administratif local, montre qu'une rébellion peut réussir sa mutation en force politique en combinant contrôle territorial, gouvernance parallèle et légitimation internationale. En s'appuyant

sur le sentiment d'exclusion nourri par la politique d'« ivoirité », le MPCCI fédère les populations du Nord autour d'un projet à la fois identitaire et politique. Sa participation aux accords de Marcoussis (2003) puis son intégration progressive aux institutions étatiques traduisent une trajectoire de normalisation politique rarement observée dans les rébellions ouest-africaines. La victoire des Forces nouvelles en 2011 et l'accession d'Alassane Ouattara à la présidence parachèvent cette transformation, faisant des anciens rebelles les nouveaux détenteurs du pouvoir d'État.

Ces résultats mettent également en lumière le rôle central de la régionalisation de la violence. Les conflits au Libéria et en Côte d'Ivoire débordent largement les frontières nationales et s'inscrivent dans des réseaux transfrontaliers d'acteurs rebelles, de soutiens étatiques et de trafics de ressources qui entretiennent l'instabilité des États fragiles. La Guinée soutient le LURD pour contenir l'influence régionale de Charles Taylor, tandis que le Burkina Faso appuie le MPCCI pour protéger ses intérêts économiques et sécuriser ses circuits commerciaux. Ces alliances stratégiques révèlent l'imbrication des conflits ouest-africains dans un système régional où les guerres civiles deviennent des instruments de régulation politique et économique à l'échelle sous-régionale.

Les deux expériences montrent enfin comment la faiblesse institutionnelle de l'État ouvre un espace à l'émergence de réseaux hybrides combinant contrôle territorial, rente économique et influence politique. Au Libéria comme en Côte d'Ivoire, les rébellions prospèrent dans des contextes où l'État a perdu sa capacité de régulation, sa légitimité politique et son monopole de la violence. Les économies de guerre, fondées sur l'exploitation des ressources naturelles, la taxation des flux commerciaux et les trafics transfrontaliers, se substituent aux circuits économiques formels et produisent des structures de pouvoir alternatives qui perdurent bien au-delà des conflits armés.

Cette étude ouvre ainsi de nouvelles pistes de recherche sur les dynamiques post-conflit en Afrique de l'Ouest. Plusieurs questions demeurent : comment ces réseaux hybrides se transforment-ils (ou

non) en acteurs politiques légitimes après la guerre ? Quels dispositifs permettent la réinsertion des combattants et la reconstruction des institutions locales dans un contexte de vulnérabilité étatique persistante ? Dans quelle mesure les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) parviennent-ils réellement à transformer les anciens rebelles en citoyens ordinaires, et quelles en sont les limites ?

La comparaison du LURD et du MPCJ invite également à approfondir l'analyse des interactions entre rébellions et acteurs régionaux. L'impact de ces dynamiques sur la sécurité transfrontalière et la gouvernance locale mérite d'être étudié à travers les flux migratoires, les trafics d'armes et la circulation des combattants entre différents théâtres de conflit. Une comparaison élargie à d'autres mouvements rebelles, tels que le RUF en Sierra Leone, le MFDC en Casamance ou certains groupes armés guinéens, permettrait de mieux saisir les mécanismes communs de la violence organisée en Afrique de l'Ouest.

En définitive, ces pistes ouvrent la voie à des recherches futures centrées sur l'évolution des structures rebelles, la territorialisation du pouvoir et la transformation des conflits armés dans la sous-région. Une analyse longitudinale, croisant perspectives politiques, économiques et sociales, permettrait de mieux comprendre les dynamiques profondes à l'œuvre dans les guerres civiles et la façon dont elles reconfigurent durablement sociétés et États. Ce regard invite, enfin, à penser des stratégies de pacification et de reconstruction plus adaptées, capables de prendre en compte la complexité des motivations rebelles et l'enracinement régional des conflits ouest-africains.

### Références bibliographiques

ADEBAJO Adekeye, 2002. *Liberia's civil war: Nigeria, ECOMOG, and regional security in West Africa*. Lynne Rienner Publishers.

Afrik.com. (2013, 13 septembre). *Côte d'Ivoire : les diamants de nouveau commercialisables*. [en ligne] <https://www.afrik.com/cote-d-ivoire-les-diamants-de-nouveau-commercialisables>, consulté le 30/11/2025

Amnesty International, 2004. *Liberia: The promises of peace for 21,000 child soldiers*. [en ligne] <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/08/afr340062004en.pdf>, consulté le 30/11/2025

ATTOH Marc, 2020. *Rébellions armées en Afrique de l'Ouest: Le cas du LURD dans la deuxième guerre civile au Liberia de 1997 à 2004*, thèse unique de doctorat, Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire.

BANÉGAS Richard, 2007. Côte d'Ivoire : les jeunes " se lèvent en hommes ". Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan. *Les Études du CERI*, 2007, 137, 52 p.

BANÉGAS Richard, & LOSCH Bruno, 2002 « La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion », *Politique africaine*, 87, pp.139-161.

BANÉGAS Richard, & MARSHALL-FRATANI Ruth, 2003 « Côte d'Ivoire : un conflit régional ? » *Politique africaine*, 89, pp. 5-11.

BAYART Jean-François, 1999. L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion. *Critique internationale*, 5, pp. 97-120.

BÉDIÉ Henri Konan, 1999. *Les chemins de ma vie*. Plon.

BØÅS Morten, & DUNN Kevin C., 2007. *African guerrillas: Raging against the machine*. Lynne Rienner Publishers.

COLLIER Paul, 2000 « Rebellion as a quasi-criminal activity », *Journal of Conflict Resolution*, 44(6), pp. 839-853.

COLLIER Paul, & HOEFFLER Anke, 2004, «Greed and grievance in civil war » *Oxford Economic Papers*, 56(4), pp. 563-595.

Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013. *Rapport du Groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire*. [en ligne], [https://docs.un.org/fr/S/RES/2101\(2013\)](https://docs.un.org/fr/S/RES/2101(2013)) consulté le 29/11/2025

DAKOURI Gadou, 2009, « Crise ivoirienne : enjeux et sens d'une mobilisation patriotique ». *Afrika Focus*, 22(2), pp.65-88.

“DOCUMENT HISTORIQUE II”, 2005, « Le Grand Nord en marche ; la nouvelle Charte nordique », *Outre-Terre*, N° 11, pp. 269-283

DOZON Jean-Pierre, 2000, « La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme », *Politique africaine*, 78, pp. 45-62.

ELLIS Stephen, 1999. *The mask of anarchy: The destruction of Liberia and the religious dimension of an African civil war*. New York University Press.

ELLIS Stephen, 2003, « Violence and history: A response to Thandika Mkandawire », *Journal of Modern African Studies*, 41(3), pp. 457-475.

FOFANA, Moussa, 2011, « Les Forces nouvelles de Côte d'Ivoire ou la renégociation du contrat social » [En ligne] [https://www.aegis-eu.org/archive/ecas4/ecas-4/panels/41-60/panel-49/Fofana-Moussa-Full-paper.pdf?utm\\_source=chatgpt.com](https://www.aegis-eu.org/archive/ecas4/ecas-4/panels/41-60/panel-49/Fofana-Moussa-Full-paper.pdf?utm_source=chatgpt.com), consulté le 21/11/2025

FRATERNITÉ MATIN, 2003, 15 janvier. *La charte nordiste : document de discorde*.

GBERIE Lansana, 2004, « Destabilizing Guinea: Diamonds, Charles Taylor and the potential for wider humanitarian catastrophe », *Occasional Paper*, 1, pp. 1-44.

HOFFMAN Danny, 2004, « The civilian target in Sierra Leone and Liberia: Political power, military strategy, and humanitarian intervention », *African Affairs*, 103(411), pp. 211-226.

HUGON Philippe, 2003, « Les conflits armés en Afrique : apports, mythes et limites de l'analyse économique », *Tiers-Monde*, 44(176), pp. 829-857.

Human Rights Watch, 2003. *Weapons sanctions, military supplies, and human suffering: Illegal arms flows to Liberia and the June-July 2003 shelling of Monrovia*. [en ligne] <https://www.hrw.org/legacy/backgrounders/arms/liberia/>, consulté le 25/11/2025

Human Rights Watch, 2004. *How to fight, how to kill: Child soldiers in Liberia*. [en ligne] <https://www.hrw.org/report/2004/02/02/how-fight-how-kill/child-soldiers-liberia>, consulté le 25/11/2025

International Crisis Group, 2002. *Liberia: The key to ending regional instability*. Africa Report N°43. [en ligne] <https://www.crisisgroup.org/africa/liberia/043-liberia-key-ending-regional-instability>, consulté le 25/11/2025

International Crisis Group, 2003. *Liberia: Security challenges*. Africa Report N°71. <https://www.crisisgroup.org/sites/default/files/71-liberia-security-challenges.pdf>, consulté le 25/11/2025

FLORQUIN, Nicolas, & BERMAN, Eric G. (Éds.). (2005). *Armed and aimless: Armed groups and human security in Liberia* (Part 1, Chapter 3). Geneva: Small Arms Survey.

KEEN David, 2000. Incentives and disincentives for violence. In Mats BERDAL & David M. MALONE (dir.), *Greed and grievance: Economic agendas in civil wars*, pp. 19-41. Lynne Rienner Publishers.

KEEN David, 2005. *Conflict and collusion in Sierra Leone*. James Currey.

LE BILLON Philippe, 2001, « The political ecology of war: Natural resources and armed conflicts », *Political Geography*, 20(5), pp. 561-584.

Le Jour, 2003, 20 février. *Guillaume Soro conteste la légitimité de Gbagbo*.

MARSHALL-FRATANI Ruth, 2006, « The war of "who is who": Autochthony, nationalism, and citizenship in the Ivoirian crisis », *African Studies Review*, 49(2), pp. 9-44.

MORAN Mary H., 2006. *Liberia: The violence of democracy*. University of Pennsylvania Press.

RENO William, 1998. *Warlord politics and African states*. Lynne Rienner Publishers.

RENO William, 2002, « The politics of insurgency in collapsing states », *Development and Change*, 33(5), pp. 837-858.

RENO William, 2007. Liberia: The LURDs of the new church. In Morten BØÅS & Kevin C. DUNN (dir.), *African guerrillas: Raging against the machine*, pp. 69-80. Lynne Rienner Publishers.

RICHARDS Paul, 2005. *No peace, no war: An anthropology of contemporary armed conflicts*. James Currey.

SAWYER Amos, 2004, « Violent conflicts and governance challenges in West Africa: The case of the Mano River basin area », *Journal of Modern African Studies*, 42(3), pp. 437-463.

SPEIGHT Jeremy, 2015, 'Big-Men' Coalitions and Political Order in Northern Côte d'Ivoire (2002-2013), thèse de doctorat, Université Concordia, Montréal, [en ligne]:

<https://spectrum.library.concordia.ca/980687/>, consulté le 25/11/2025

UNHCR, 2004. *2004 global refugee trends: Overview of refugee populations, new arrivals, durable solutions, asylum-seekers and*



*other persons of concern to UNHCR.* [en ligne]  
<https://digitallibrary.un.org/record/3966489?ln=fr&v=pdf>, consulté le  
27/11/2025

UTAS Mats, 2003. *Sweet battlefields: Youth and the Liberian civil war*. Uppsala University.